

Nouveaux investissements dans le pipeline Trans Mountain :

Un désastre écologique et financier signé parti libéral

Laurentides–Labelle, le 12 octobre 2022 – Réagissant aux nouvelles révélations de l’organisme West Coast Environmental Law, qui affirme que le gouvernement fédéral masque les pertes financières de l’oléoduc Trans Mountain aux Québécois et aux Canadiens, la porte-parole du Bloc Québécois en matière d’Environnement, Monique Pauzé, ainsi que la députée de Laurentides–Labelle, Marie-Hélène Gaudreau, dénoncent les nouveaux investissements publics dans ce projet qu’elles qualifient de « désastre financier et écologique ».

« Au printemps, le ministre des Finances nous annonçait qu’il n’y aurait plus de dépense publique pour Trans Mountain. Or, seulement pour payer les intérêts sur la dette du projet, on dépense 750 M\$ d’argent public pour 2022, et ce sera 800 M\$ en 2023. À la fin, les contribuables vont perdre des milliards de dollars qui auraient pu être investis dans la transition énergétique », affirme Mme Pauzé.

Les coûts du projet d’expansion ne cessent d’exploser : de 12,6 G\$ à 21,4 G\$, et ce n’est que la dernière hausse en liste. Dans ce contexte, le gouvernement libéral a annoncé qu’il n’y investirait plus de fonds publics supplémentaires, tout en réaffirmant que le projet était commercialement viable.

« Nous savons aujourd’hui que ces deux informations sont erronées : le public paie toujours et les revenus futurs ne couvriront jamais les coûts de construction. Le gouvernement libéral a usé d’une série de stratégies pour cacher le portrait financier réel au public. C’est révoltant! », dénonce Marie-Hélène Gaudreau.

La part de dette assumée par les contribuables devrait grimper à environ 17 milliards de dollars d’ici la fin de 2023. Au mois de juin, le Directeur parlementaire du budget affirmait déjà que la décision d’acquiescer le réseau de pipelines se traduirait par une perte nette pour le public.

« La rentabilité de ce projet-là est vouée à l’échec et c’est le public qui assume la facture. Depuis le début, le gouvernement trafique les chiffres pour faire croire à la viabilité commerciale. Ce n’est pas viable; c’est plutôt un double désastre : financier et écologique », conclut la députée de Laurentides–Labelle.